



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU CHER

PRÉFECTURE  
SECRÉTARIAT GÉNÉRAL  
Service de coordination des politiques publiques  
Section coordination des ICPE

**Arrêté préfectoral n° 2020-0026 du 14 janvier 2020**  
**mettant en demeure la société SAS BERNARDY de se conformer aux dispositions réglementaires**  
**applicables aux installations qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Thénieux**

La préfète du Cher,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'ordre national du Mérite,

**Vu** le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 512-1, L. 514-5 et R. 181-45 ;

**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**Vu** le décret du 9 août 2017 du Président de la République nommant Mme Catherine FERRIER préfète du Cher ;

**Vu** le décret du 27 décembre 2018 portant nomination de Mme Régine LEDUC, secrétaire générale de la préfecture du Cher ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 19 mars 1999 à la société SAS BERNARDY pour poursuivre l'exploitation d'une installation de fabrication de produits chimiques sur le territoire de la commune de Thénieux ;

**Vu** l'article 3.1.10 de l'arrêté préfectoral du 19 mars 1999 susvisé, qui dispose que « [...] Les unités, parties d'unités, stockages fixes ou mobiles à poste fixe ainsi que les aires de transvasement doivent être associées à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés. [...] » ;

**Vu** l'article 3.1.8 de l'arrêté préfectoral du 19 mars 1999 susvisé, qui dispose que les rejets du site doivent présenter des concentrations en azote global inférieures à 30 mg/L ;

**Vu** l'article 4.1.5 de l'arrêté préfectoral du 19 mars 1999 susvisé, qui dispose que les produits comburants doivent être stockés dans des cellules séparées les unes des autres de plus de cinq mètres ou par un écran de degré coupe-feu une heure ;

**Vu** l'article 20 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé, qui dispose que les dispositifs de protection et les mesures de prévention identifiées dans l'étude technique doivent être réalisées dans les deux ans suivant l'analyse du risque foudre ;

**Vu** le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 18 juillet 2019, suite à la visite d'inspection du 28 mai 2019 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

**Vu** le courrier de la préfète du Cher du 29 juillet 2019, transmettant le projet d'arrêté de mise en demeure à la société SAS BERNARDY et lui octroyant un délai d'un mois pour présenter ses observations ;

**Vu** les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 9 août 2019 ;

**Considérant** que lors de la visite en date du 28 mai 2019, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- la capacité de rétention associée aux zones de stockage Z1 et Z2 est inférieure à 50 % du volume de l'ensemble des cubitainers ;
- les rejets aqueux présentent systématiquement des concentrations en azote global supérieures au triple de la valeur limite d'émission ;
- certains produits comburants étaient stockés en dehors des cellules répondant aux exigences de l'arrêté préfectoral du 19 mars 1999 susvisé ;
- les dispositifs de protection et les mesures de prévention proposés dans l'étude technique n'ont pas été mis en place, alors que l'analyse du risque foudre a été réalisée en 2013 ;

**Considérant** que ce second écart perdure depuis plusieurs années ;

**Considérant** que ces constats constituent des manquements aux dispositions des articles 3.1.10, 3.1.8, 4.1.5 de l'arrêté préfectoral du 19 mars 1999 susvisé et de l'article 20 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 ;

**Considérant** que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société SAS BERNARDY de respecter les dispositions des articles 3.1.10, 3.1.8 et 4.1.5 de l'arrêté préfectoral du 19 mars 1999 susvisé et de l'article 20 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

**Sur** proposition de la secrétaire générale de la préfecture du Cher ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1**

La société SAS BERNARDY, exploitant une installation de fabrication de produits chimiques minéraux à Thénieux, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 3.1.10 de l'arrêté préfectoral du 19 mars 1999 susvisé, en associant les aires de stockage Z1 et Z2 à une capacité de rétention égale à 50 % du volume maximal des récipients mobiles susceptibles d'être conservés à cet emplacement, et ce dans **un délai de six mois** à compter de la date de notification du présent arrêté.

## Article 2

La société SAS BERNARDY est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 3.1.8 de l'arrêté préfectoral du 19 mars 1999 susvisé en respectant les valeurs limites d'émission en concentration d'azote global, et ce dans **un délai d'un an** à compter de la date de notification du présent arrêté.

## Article 3

La société SAS BERNARDY est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 4.1.5 de l'arrêté préfectoral du 19 mars 1999 susvisé, en stockant ses produits comburants dans les cellules prévues à cet effet, et ce **avant le 31 janvier 2020**.

## Article 4

La société SAS BERNARDY est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 20 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé en mettant en place les dispositifs de protection et les mesures de prévention identifiées dans l'étude technique réalisée suite à l'analyse du risque foudre, et ce dans **un délai de six mois** à compter de la date de notification du présent arrêté.

## Article 5

La société SAS BERNARDY transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs attestant du respect des articles 1 à 4 du présent arrêté dans **un délai d'un mois** à compter de leur échéance.

## Article 6

La société SAS BERNARDY fournit à l'inspection des installations classées une étude technico-économique visant à identifier les solutions à mettre en œuvre pour respecter l'article 2 du présent arrêté dans **un délai de trois mois** à compter de la date de notification du présent arrêté et un bon de commande dans **un délai de six mois** à compter de la date de notification du présent arrêté.

## Article 7

Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 1 à 4 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ces mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

## Article 8

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45 057 Orléans Cedex 1 :

- par le demandeur ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage dudit acte.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

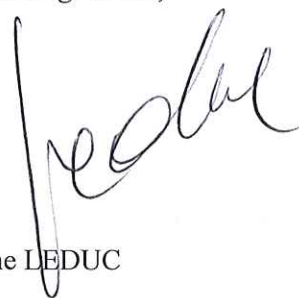
## Article 9

En vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Cher pendant une durée minimale de deux mois.

## Article 10

La secrétaire générale de la préfecture du Cher, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement et l'inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur sera adressée ainsi qu'à l'exploitant et au maire de Thénieux.

La préfète,  
Pour la préfète et par délégation,  
La secrétaire générale,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Régine LEDUC', written over the printed name.

Régine LEDUC